



## Quelles seraient les raisons de la réduction des Forces russes en Syrie ?

Par [Nasser Kandil](#)

Mondialisation.ca, 16 mars 2016

[topnews-nasserkandil.com/final](http://topnews-nasserkandil.com/final)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),  
[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Une fois qu'il a été prouvé que Daech et le Front al-Nosra avaient dévoré de vastes zones géographiques prétendument contrôlées par une soi-disant opposition syrienne, et que les hauts dirigeants de l'Occident menés par les États-Unis, devenus conscients du danger que cela représentait pour leur propre sécurité, se sont mis à clamer que c'est la gestion des dirigeants de l'Arabie saoudite et de la Turquie qui aurait mené la crise syrienne au point où elle en est, sans pour autant se révéler capables de mettre un terme à ce processus dévastateur du fait de leur opportunisme politique ou de leurs intérêts personnels, Vladimir Poutine a décidé l'intervention militaire directe en Syrie [30 septembre 2015].

Ce faisant, il a démontré sa détermination et sa capacité à modifier les équilibres : l'Armée syrienne a repris l'initiative ; la frontière turco-syrienne est quasiment fermée ; les forces kurdes opposantes et armées ont saisi l'occasion offerte de tenir une partie de ces frontières ; l'Occident est obligé de classer le Front al-Nosra sur la liste des organisations terroristes malgré l'opposition de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, d'Israël et de certains sympathisants aux États-Unis ; Daech et le Front al-Nosra sont contraints de passer de l'attaque à la défense, tandis que les autres groupes armés n'ont plus qu'à choisir entre la solution politique commençant par une trêve et aboutissant à leur partenariat au sein des institutions étatiques syriennes dans la guerre contre le terrorisme sous couverture de la Communauté internationale, et la solution de se placer sous l'aile protectrice de Daech ou du Front al-Nosra avec les conséquences que ce choix implique.

L'Occident, mené par les États-Unis, a mis trois mois pour intégrer les variables et le sérieux de l'opération russe, ce qui ne l'a absolument pas empêché de poursuivre ses manœuvres en s'imaginant pouvoir exercer toutes sortes de chantage sur la Russie quant à la justification de son intervention en Syrie. Il l'a donc laissée s'engager seule dans la guerre contre le terrorisme, satisfait d'en partager les bénéfices sans avoir à en payer les frais, jusqu'à ce que la pression russe le menace par une évolution sur le terrain qui l'a obligé à des opérations militaires cosmétiques en Syrie.

D'où sa réaction tardive concrétisée par le processus adopté à Vienne [30 octobre 2015 et 14 novembre 2015] et ensuite par le Conseil de sécurité [Résolution 2254/2015] accordant la priorité à la solution politique et mettant de côté le sort de la présidence syrienne, laquelle est laissée aux Syriens par la voie des urnes ; ce qui, en soi, torpille le projet occidental à l'origine de cette guerre contre la Syrie.

Mais qu'à cela ne tienne, les manœuvres occidentales ne se sont pas arrêtées pour autant ;

d'une part, celles consistant à retarder le classement des groupes armés reconnus comme terroristes sur la liste correspondante, dans le secret espoir de blanchir le Front al-Nosra afin de l'imposer comme partenaire de ladite solution politique ; d'autre part, celles consistant à réserver à Riyad la formation de la délégation de l'opposition [censée négocier ou plutôt « dialoguer » avec la délégation du gouvernement légitime syrien, NdT] dans l'espoir d'écarter les forces vives de l'opposition nationale, dont la présence à Genève pourrait accélérer la solution politique.

C'est pourquoi l'Occident a gratifié le « groupe de Riyad » d'un droit de veto à l'encontre des autres oppositions, derrière lequel il s'est dissimulé pour formuler des exigences masquées par le slogan d'un « gouvernement transitoire » ramenant la solution politique au point zéro.

Mais, toujours sous pression russe, se sont succédées la réunion de Munich [11 et 12 février 2016], l'éviction d'Al-Nosra, la reconnaissance du caractère terroriste d'autres groupes armés, la trêve [Résolution 2268/2016] et puis, de nouveau, une réunion à Genève [14 mars 2016] où les négociations et la solution politique semblaient d'emblées vouées à l'impasse, comme la fois précédente.

La Russie en a sans doute conclu que ce comportement émanait d'une idée fautive selon laquelle elle serait en difficulté et qu'en conséquence, elle aurait besoin de quelques succès politiques pour justifier la poursuite de son intervention militaire en Syrie ; qu'elle devrait en payer le prix en cédant au « groupe de Riyad » et donc à l'Arabie saoudite, alors que l'Occident n'est pas obligé de payer le prix de son partenariat tel qu'il en a été convenu ; qu'elle pourrait renoncer à la participation des Kurdes aux négociations ; et finalement, qu'elle pourrait faire pression sur son allié Bachar al-Assad pour qu'il cède ses prérogatives au gouvernement transitoire issu des prochaines négociations à Genève.

C'est alors que Vladimir Poutine a frappé une deuxième fois [14 mars 2016] pour signifier aux dirigeants de l'Occident ce qui se résumerait comme suit : la Russie n'est pas en difficulté ; elle n'a pas besoin de se couvrir pour le rôle qu'elle s'est assignée en Syrie ; ses bases dans ce pays sont légales et resteront en place ; son allié syrien est fort et compétent ; retarder la solution politique c'est retarder la guerre contre le terrorisme et les pertes qui en résulteraient seront pour tout le monde, mais plus dommageables pour l'Occident que pour elle-même ; celui qui tient à sa sécurité devra en payer le prix ; s'il s'agit de satisfaire l'Arabie saoudite, laquelle est la cause et à l'origine de l'enracinement du terrorisme comme l'a déclaré le président Obama, à l'Occident d'en payer le prix en pleine conscience et en toute connaissance de cette cause qui empêche le rassemblement des efforts pour l'éradiquer, à ses propres frais et non aux frais de la Russie.

Le président Poutine a donc ordonné le retrait d'une grande partie du contingent militaire russe de Syrie, en concertation avec le gouvernement syrien, parce que les objectifs des forces armées russes ont été généralement atteints, tout en permettant de changer la donne dans la lutte contre le terrorisme international et d'entamer le processus de paix auquel la Russie prendra un part active [\*].

### **Que comprendre de cette annonce inattendue ?**

Nous comprenons que M. Poutine nous dit : « Puisqu'une trêve sérieuse, quoique partielle, est maintenue pour la première fois depuis le début de cette guerre et que notre base navale à Tartous comme notre base aérienne à Hmeimim restent opérationnelles, nous

veillerons sur leur sécurité comme elles veilleront sur la nôtre. Cependant, étant donné que notre mission est presque terminée et que son aboutissement ne dépend pas que de nous, mais attend une décision sérieuse d'autres que nous, il n'est pas question que nous restions prisonniers de cette attente. Par conséquent, nous retirons la majorité de nos forces, nous cessons donc les raids intenses que nous avons menés sur Daech, en particulier ; ce qui signifie qu'accélérer la guerre contre Daech exige l'accélération de la solution politique et le rassemblement des capacités internationales en coopération avec un gouvernement syrien unifié. Or, il semble que vous ne soyez pas encore prêts puisque vous inventez toutes sortes d'excuses pour ralentir le processus. Soit ! Nous nous éloignons un peu. Nous attendons, mais ce sera à vous de supporter cette attente ».

Finalement, tout comme Poutine les a tous surpris en prenant rapidement la décision d'intervenir directement en Syrie, il vient de les surprendre encore une fois en décidant aussi rapidement ce retrait des forces russes.

Maintenant, il leur appartient de calculer précisément où se situent leurs intérêts et de choisir entre les caprices de Riyad, le groupe de Riyad, les conséquences de leurs faux calculs politiques comme de leurs comptes bancaires secrets, et la sécurité de leurs pays ainsi que l'avenir de leurs gouvernements.

**Nasser Kandil**

15/03/2016

**Article original :** TOP NEWS Nasser Kandil

[http://topnews-nasserkandil.com/final/Full\\_Article.php?id=5860](http://topnews-nasserkandil.com/final/Full_Article.php?id=5860)

*Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca*

[\*] Poutine ordonne le début du retrait des forces russes de Syrie car « les objectifs ont été atteints »

<https://français.rt.com/international/17159-poutine-ordonne-retrait-militaires-russes>

**M. Nasser Kandil** est libanais, ancien député, Directeur de Top News-nasser-kandil, et Rédacteur en chef du quotidien libanais « Al-Binaa »

La source originale de cet article est [topnews-nasserkandil.com/final](http://topnews-nasserkandil.com/final)

Copyright © [Nasser Kandil](http://NasserKandil.com), [topnews-nasserkandil.com/final](http://topnews-nasserkandil.com/final), 2016

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)